

# dial

## diffusion de l'information sur l'Amérique latine

47, QUAI DES GRANDS-AUGUSTINS - 75006 PARIS - FRANCE - TÉL. (1) 46.33.42.47

CCP 1248.74-N PARIS - Du mardi au vendredi de 9 h à 12 h et de 14 h à 18 h 30

Hebdomadaire - n° 1369 - 2 février 1989 - 15 F

D 1369 AMÉRIQUE LATINE: SANTA FÉ II

*"Le bon voisin est de retour et il est là pour rester", telle est la nouvelle version du "grand frère" du Nord par rapport à l'Amérique latine. Au début des années 80, des experts nord-américains du Parti républicain avaient proposé au président Reagan les grandes lignes d'une politique latino-américaine plus musclée que sous Carter. C'était le "Document de Santa Fé" (cf. DIAL D 757). A l'aube des années 90 et à l'arrivée du président Bush, les mêmes experts ont élaboré un deuxième "document de Santa Fé" intitulé UNE STRATÉGIE ENVERS L'AMÉRIQUE LATINE POUR LES ANNÉES QUATRE-VINGT-DIX. Nous donnons ci-dessous l'intégralité de ce qui est une nouvelle pièce maîtresse d'un dispositif politique continental. Plus que jamais l'Amérique latine est, pour les Etats-Unis, une "arrière-cour" appelant une vigilance particulière dans la lutte internationale contre le communisme.*

Note DIAL

### UNE STRATÉGIE ENVERS L'AMÉRIQUE LATINE POUR LES ANNÉES QUATRE-VINGT-DIX

#### TABLE DES MATIÈRES

##### Introduction

- La menace contre les Amériques - Problèmes à l'horizon - La nécessité de la démocratie

##### Ière partie: Stratégie pour un régime démocratique

- Fondements d'une politique démocratique
- L'offensive culturelle marxiste
- Une riposte institutionnelle (5 propositions)

##### IIème partie: Stratégie économique

- Ajustement de la dette (propositions 1 et 2)
- Capitalisme d'Etat contre entreprise privée (propositions 3 et 4)
- Initiatives économiques et écologiques (propositions 5 à 9)

##### IIIème partie: Stratégie de travail avec les institutions permanentes des pays latins et renforcement de la coopération régionale

- Le problème des conflits de basse intensité (propositions 1 à 6)
- La crise des stupéfiants (proposition 7)
- Renouveau de l'OEA (propositions 8 à 10)

##### IVème partie: Crises futures en Amérique latine et responsabilités nord-américaines

- Mexique (propositions 1 à 3)
- Colombie (propositions 4 et 5)
- Brésil (proposition 6)
- Cuba (propositions 7 à 9)
- Panama (proposition 10)

##### Déclaration finale

## UNE STRATÉGIE ENVERS L'AMÉRIQUE LATINE POUR LES ANNÉES QUATRE-VINGT-DIX

### INTRODUCTION

#### La menace contre les Amériques

Les Amériques sont menacées. Nous avons alerté sur ce danger en 1980 (\*). L'attaque prend la forme de la subversion communiste, du terrorisme et du trafic de drogue (1). La capacité des démocraties latino-américaines dans la riposte à ces attaques a été minée par la stagnation économique résultant, dans tout le sous-continent (2), de l'écrasante dette extérieure. Les retombées en violence politique et en pauvreté accrue ont provoqué une crise migratoire grandissante, tant à l'intérieur qu'à partir du sous-continent. En dépit des efforts initiaux du gouvernement Reagan pour régler ces problèmes et s'en prendre aux causes fondamentales, la situation n'en est pas moins grave, si ce n'est plus grave, à l'heure où les Etats-Unis approchent de la dernière décennie du XXe siècle. Une très grande part de l'absence de progrès peut être attribuée au fait qu'on n'est pas parvenu à un accord bilatéral réglant de façon cohérente et effective les problèmes qu'affronte l'Amérique latine (\*\*).

#### Problèmes à l'horizon

La subversion communiste et le réseau terroriste s'étendent du Chiapas, au sud du Mexique, jusqu'au Chili, en faisant de toute la côte pacifique à partir du Rio Grande la scène d'un conflit ouvert. Il est évident que la stratégie communiste envers le sous-continent vise à la conquête du pouvoir ou, du moins, à l'implication des forces de sécurité occidentales dans des opérations simultanées et prolongées en divers pays. L'ampleur de cet objectif a pour effet stratégique de réduire les obligations contractées par les Etats-Unis dans la plupart des pays d'Europe et d'Asie et d'augmenter ainsi la capacité de pression soviétique. Telle est la situation, même s'il y a une réduction des forces nucléaires stratégiques soviétiques en vertu de l'accord sur le contrôle des armements. En même temps la stratégie soviétique oblige les Etats-Unis à augmenter leur capacité opérationnelle pour faire face à leurs responsabilités globales.

Au cours de la décennie écoulée, la menace subversive et terroriste, loin de diminuer, a augmenté. Le Nicaragua et Cuba, satellites des Soviétiques dans l'hémisphère, se sont mis au commerce des drogues et ils sont allés jusqu'à des rapports de coopération, et probablement de maîtrise, avec les mafias de la drogue en Colombie. Les abondantes ressources que produit le trafic de drogue ont augmenté les capacités de la menace subversive bien au-delà de ce qui était initialement concevable. La possibilité d'avoir à impliquer des forces militaires américaines dans le combat contre ce danger fait aujourd'hui l'objet d'un débat public devant des comités du Congrès.

En même temps, les économies latino-américaines se sont laissées dépasser avec des taux de croissance positifs infimes. La Commission économique des Nations-Unies pour l'Amérique latine et les Caraïbes (CEPAL), dans son rapport préliminaire pour 1987, note que le produit intérieur brut (PIB) per capita du sous-continent est seulement de 0,5% de croissance en 1987, alors qu'il était déjà faible avec 1,4% en 1986. Le rapport conclut de ces chiffres qu'ils signifient que *"la détérioration du niveau de vie pour la majorité des économies relativement les plus pauvres d'Amérique latine a continué en 1987"*. Par ailleurs le taux d'inflation a augmenté. En tête se trouvent le Nicaragua avec 1226%, le Brésil avec 338%, l'Argentine avec 178% et le Mexique avec 144%. Le plus préoccupant est le taux élevé d'inflation dans les trois nations les plus grandes d'Amérique latine, qui sont aussi les plus endettées. Quand on note que le total de la dette extérieure a augmenté de 4% par rapport à 1986,

(\*) "Une nouvelle politique interaméricaine pour les années quatre-vingt" - Comité de Santa Fé. L. Francisco Bouche, Roger Fontaine, David Jordan, Gordon Sumner et Lewis Tamba, éditeur.

(\*\*) Par exemple le Congrès a tardé à soutenir ou à articuler une alternative à l'Initiative pour le bassin des Caraïbes (retard de deux ans et demi), à Radio-Martí (trois ans), à l'aide à El Salvador (presque trois ans); et aujourd'hui encore, à l'heure où nous écrivons, il n'y a pas de politique bipartite sur le Panama.

(1) Ce sont exactement les thèmes traités par la 17e Conférence des armées américaines lors de sa réunion en Argentine en novembre 1987. Cf. DIAL D 1338, 1360 et 1368 (NdT).

(2) Nous traduisons délibérément le mot "région" par sous-continent (NdT).

il est évident que le problème du service de la dette s'aggravera au cours de la décennie prochaine.

La majorité des Nord-Américains considèrent la question des immigrants latino-américains comme un problème migratoire pour les Etats-Unis. Comment recevoir ou décourager les millions de personnes déplacées qui viennent aux Etats-Unis: telle est la préoccupation prioritaire. La réponse initiale, probablement la première de beaucoup d'autres, a été la loi Simpson-Rodino. Cette loi entend absorber les immigrants illégaux qui peuvent prouver qu'ils ont commencé à vivre aux Etats-Unis avant 1982, et décourager de nouvelles immigrations par l'application d'amendes aux employeurs qui contractent sciemment des immigrants illégaux après l'approbation du projet le 6 novembre 1986. Cependant le problème n'est pas simplement l'attraction qu'exercent les Etats-Unis sur des migrants volontaires; il est aussi le déplacement de millions de personnes suite à la violence marxiste, à la pauvreté, à la mauvaise administration de gouvernements et à l'augmentation généralisée de l'anarchie et de la corruption en Amérique latine. L'origine du problème se trouve dans les pressions qui provoquent l'émigration.

Si ces tendances se poursuivent, il est évident que nous nous heurterons à

- davantage d'attitudes hostiles en Amérique latine;
- davantage d'Etats pro-soviétiques;
- davantage de subversion;
- de lourdes menaces sur le système financier international;
- davantage de criminalité et de trafic de drogue provoqués par la subversion;
- davantage de vagues migratoires;
- et, finalement, de grandes possibilités d'une implication militaire des Etats-Unis.

Nous observons la persistance d'une attitude d'indifférence stratégique, sur laquelle nous avons déjà attiré l'attention dans le premier rapport de ce Comité en 1980. Il n'y aura pas de perspectives de changement de ces tendances tant que les Etats-Unis n'affronteront pas le problème du sous-continent de façon cohérente, sérieuse et bilatérale. Les coûts pour le contrôle de chacun des symptômes sont déjà très élevés; et le prix que les Etats-Unis se verront peut-être forcés de payer dépassera tout ce que nous avons affronté durant les deux cents années de notre histoire.

#### La nécessité de la démocratie

Le plus grand triomphe du gouvernement Reagan en Amérique latine a été le retour à la démocratie. Mais cette réussite, même avec un soutien bilatéral, peut se révéler beaucoup plus fragile que ce qu'on en pense actuellement. Nous devons faire attention aux points vulnérables du régime démocratique.

Notre concept de régime porte autant sur le gouvernement temporaire que sur le permanent. En démocratie le gouvernement temporaire est celui qui est officiellement élu. Le gouvernement permanent est celui des structures institutionnelles qui ne changent pas en fonction des élections: l'institution militaire, l'institution judiciaire et l'institution civile. Pour être démocratique la société doit soutenir un régime responsable de cette démocratie. Cela nous amène à une meilleure compréhension de la vraie nature de l'étatisme.

Il y a étatisme quand la société est en train de perdre ou a perdu sa capacité à soutenir un régime responsable. En Amérique latine l'étatisme est un problème permanent et profond. Tocqueville a reconnu la persistance de l'étatisme en France malgré la révolution. Il a noté que l'"ancien régime" s'accrochait au pouvoir même après que la révolution eût apparemment remplacé, de façon permanente, le gouvernement monarchique par l'Assemblée constituante: *"Nous ne nous étonnons pas de voir avec quelle surprenante facilité la centralisation a été rétablie en France au commencement de ce siècle. Les hommes de 89 avaient détruit la structure, mais les bases demeuraient dans l'esprit de ses destructeurs et, sur ces bases, ils ont été capables de la reconstruire aussitôt et avec plus de solidité encore qu'auparavant."*

La façon de penser de nombreux peuples latino-américains est telle que, même si les formes de gouvernement peuvent changer le régime, l'étatisme persiste tant dans le gouvernement permanent que dans le temporaire. Les gouvernements peuvent bien être instables et changer, tous n'en tendent pas moins durant leur mandat à accroître le rôle de l'Etat. Le pouvoir expansif et absorbant de l'Etat est présent dans tous les pays où cette perspective est dominante dans la culture politique.

Si les gouvernements élus ne s'accompagnent pas d'un changement tant de structure que de culture politique, les Etats-Unis et l'Amérique latine s'écarteront toujours plus l'un de l'autre. Cela ne devrait pas être, comme on semble le croire, une surprise que l'Union soviétique ait bénéficié d'une si chaleureuse acceptation de la part des gouvernants récemment élus. Mais c'est bien une surprise que les nombreuses informations publiées par les journaux des Etats-Unis sur l'augmentation des contacts soviétiques avec les nouveaux gouvernants élus d'Amérique latine. Les nouvelles conquêtes soviétiques comportent: l'accord signé par le ministre Edward Shevardnaze pour des échanges culturels et une coopération économique avec le Brésil et l'Uruguay en 1987; la renégociation de la dette avec le Pérou au titre de laquelle Moscou a commandé quatre-vingts bateaux de commerce et de pêche aux chantiers navals de la marine péruvienne comme partie du plan de réduction de la dette; et le premier grand accord de pêche entre Moscou et l'Argentine en 1986.

Ce n'est pas une plaisanterie que les efforts soviétiques pour établir des liens avec ces nations latino-américaines ont reçu le soutien de la nouvelle vague de gouvernements élus qui a déferlé dans tout le sous-continent. Ce n'est pas seulement le résultat des efforts des nouveaux gouvernants pour prendre leurs distances vis-à-vis des gouvernements militaires qu'ils ont remplacés et qui avaient eu dans de nombreux cas des rapports avec les Soviétiques. Cela ne se produit pas non plus pour la simple raison de chercher à calmer les partis de gauche pro-soviétiques. Et ce n'est pas plus une réponse naturelle au changement de tactique soviétique à destination des pays du tiers-monde.

Tous ces facteurs ont certes joué. Mais le plus important est que le régime latino-américain est traditionnellement étatique, même quand il est présidé par des gouvernants démocratiquement élus. Le régime **dirigiste** se substitue progressivement à l'initiative du citoyen, en réduisant ainsi son autonomie dans la société civile. Le régime soviétique est plus compatible avec l'étatisme latin qu'avec le régime des Etats-Unis. Cela se confirme très souvent, même si le régime latin est démocratique. L'augmentation des bourses soviétiques pour des étudiants latins est le signe de la reconnaissance par Moscou que l'éducation soviétique et les études dans les instituts de l'Etat soviétique favorisent la pénétration dans les régimes étatiques latins. En 1978 Moscou avait offert 2.900 bourses; une décennie plus tard le total était triplé pour atteindre quelque 10.000 bourses. La volonté soviétique d'échanges et de construction d'énormes projets dans le secteur public correspond aux mentalités étatiques des cultures latine et soviétique.

De plus la volonté de Moscou d'acheter des ordinateurs et du software brésiliens est une porte ouverte sur le pays le plus riche de l'Amérique latine. Cela coïncide également avec les propositions de coopération dans la commercialisation du fer et du manganèse, et avec le développement du programme spatial du Brésil. Des initiatives sont également prises en direction de l'Argentine pour l'inciter à coopérer davantage avec les Soviétiques, car Moscou se préoccupe du déséquilibre commercial résultant de l'achat massif de céréales argentines.

Mais le problème fondamental est d'ordre culturel. Il s'agit du débat pour savoir quel régime est le meilleur. L'affaire ne porte donc pas seulement sur les formes et les modalités de l'élection des dirigeants. Mettre l'accent sur les modalités de l'élection risque d'occulter les autres critères essentiels à une démocratie. Aux Etats-Unis on a tendance à souligner l'aspect électoral au point d'exclure les autres exigences. On considère souvent l'étatisme comme une forme de bienfait social. Mais on ne comprend pas qu'un régime étatique en Amérique latine sape l'indépendance de la société comme communauté active et autosuffisante pouvant demander et demandant de fait des comptes aux représentants qu'elle a élus. Un régime démocratique est celui dans lequel le gouvernement a la responsabilité de préserver la société d'une attaque extérieure ou de l'ingérence de l'appareil d'Etat.

Les Etats-Unis ont retrouvé leur pouvoir. Nous avons reconquis notre fierté et restauré la valeur des objectifs qui ont édifié ce pays et en ont fait la grande puissance qu'il est aujourd'hui. Mais qui dit puissance dit responsabilités. Les Etats-Unis ne peuvent se permettre de trébucher ou de se tromper. L'Union soviétique est un adversaire qui n'a pas, vis-à-vis de ses citoyens, le même type de responsabilité que notre gouvernement. La structure de pouvoir en vigueur à Moscou permet au Bureau politique de mener une politique extérieure efficace, concertée et à long terme. Les hommes politiques nord-américains doivent tenir compte du fait que les intérêts soviétiques sont contraires aux nôtres, non seulement pour des raisons géopolitiques, mais aussi parce que l'idéologie et les valeurs que prônent les Soviétiques sont radicalement en opposition avec la liberté et la démocratie. Les hommes politiques nord-américains doivent être capables de cerner la menace que constituent les Soviétiques et d'y faire face aussitôt.

Cela suppose que les programmes à objectif approprié s'harmonisent avec les intérêts et les finalités nationales à long terme des Etats-Unis, et que ces intérêts et finalités soient clairement définis.

En plus de la menace soviétique, les nations latino-américaines se heurtent à de nombreux problèmes internes et structurels. Les Etats-Unis peuvent permettre à ces pays de s'aider en leur garantissant que tout effort dans le sens de la démocratie sera récompensé. Nous ne pouvons les laisser à la merci des trafiquants de drogue, des terroristes et d'un Etat envahissant, tout comme nous ne pouvons permettre l'expansion de la tyrannie impériale soviétique. Nous ne pouvons pas rester les bras croisés devant le blocage des efforts de suppression de la pauvreté par des politiques atteintes de myopie sur la dette ou par des politiques économiques aboutissant à la destruction de l'économie. Les hommes politiques nord-américains doivent envoyer le message suivant, clair et net: le bon voisin est de retour et il est là pour rester.

## Ière partie

### STRATÉGIE POUR UN RÉGIME DÉMOCRATIQUE

#### Fondements d'une politique démocratique

Les Nord-Américains inclinent à penser que les élections démocratiques sont suffisantes pour faire exister des comportements démocratiques dans la structure d'un pays et pour permettre l'amélioration des relations en Amérique latine. Il est cependant évident que, même si des formes démocratiques se sont installées en Amérique latine, le modèle étatique n'a pas été modifié. Les Etats-Unis ont effectivement des difficultés dans le traitement des affaires politiques, économiques et diplomatiques avec de nombreuses démocraties, parce qu'ils voient en même temps surgir la présence et l'influence soviétiques.

Les Soviétiques font une claire distinction entre être au gouvernement et être au pouvoir. L'attention est ainsi portée sur ce qui fait l'essence d'un régime, à savoir la conformité ou non entre la forme du gouvernement et la structure permanente de gouvernement. Cette distinction fait que, pour les Soviétiques, les communistes locaux au gouvernement ne sont au pouvoir qu'à partir du moment où ils contrôlent les forces armées. Les Etats-Unis doivent faire preuve du même réalisme et doivent tendre à une culture pro-démocratique tant dans le gouvernement permanent que dans son administration temporaire.

Le régime démocratique requiert que le mécanisme politique permanent, c'est-à-dire les structures institutionnelles, dispose du maintien de l'ordre et de l'exercice de la justice; et qu'également le gouvernement temporaire - qui est élu - soit au service de la société. L'objectif du régime démocratique est la préservation de l'indépendance de la société de sorte que celle-ci soit vraiment une communauté, et l'exercice de ses responsabilités vis-à-vis d'elle.

Le point le plus significatif de cette visée de la politique nord-américaine est que les gouvernements latins acceptent des contrôles de leur pouvoir politique et maintiennent la distinction entre régime et société. Aux Etats-Unis on a tendance à se fixer excessivement sur l'aspect électoral. Sans lui nier son importance, il faut admettre qu'il limite la compréhension du problème, lequel consiste à installer en Amérique latine des régimes fonctionnant constitutionnellement et démocratiquement.

Nous en avons un exemple dramatique en Haïti. Les fonctionnaires nord-américains se sont employés, après la fuite de Duvalier, à installer une démocratie reposant sur des élections. Résultat: le fiasco de novembre dernier (3) qui a fait la preuve que le régime comme la société d'Haïti n'étaient pas préparés à un gouvernement démocratique. Cette myopie démontre que les fonctionnaires nord-américains n'avaient pas compris le conflit culturel profond qui existe en Amérique latine. Même avec des élections, le régime peut continuer en profondeur d'être étatique et de tendre inexorablement au pouvoir absolu sur une société de plus en plus faible (\*).

---

(3) Les élections sanglantes du 29 novembre 1987, immédiatement suivies du coup d'Etat militaire. Cf. DIAL D 1258 et 1261 [NdT].

(\*) Des exemples notoires en sont le Mexique et le Pérou où des crises économiques provoquées par le gouvernement ont été soignées en nationalisant les banques et, donc, en aggravant la situation.

Politiquement parlant, l'étatisme est synonyme de nationalisme intégral. Il tend à la centralisation du contrôle de l'activité économique et à la suppression de la distinction entre société et régime. Si ceux qui ont été élus ont des positions étatiques, le glissement vers l'étatisme et donc vers un régime antidémocratique ne sera pas freiné par la tenue d'élections.

### L'offensive culturelle marxiste

Antonio Gramsci (1881-1937), théoricien marxiste d'innovation, a étudié les rapports entre les valeurs dont disposent les peuples pour l'instauration d'un régime étatique. Gramsci prétendait que la culture, ou réseau des valeurs dans la société, garde la primauté sur l'économie. Selon Gramsci, ce ne sont pas les travailleurs qui obtiendraient un régime démocratique, mais les intellectuels. Pour lui, la majorité des gens disposent des valeurs ordinaires de leur société; mais ils ne sont pas conscients des raisons pour lesquelles ils ont ces points de vue ni de la façon dont ils les ont acquis.

Il ressort de cette analyse qu'il est possible de contrôler ou de modeler le régime à travers un processus démocratique si les marxistes parviennent à créer les valeurs dominantes de la société. Les méthodes marxistes et les intellectuels peuvent y parvenir par la domination de la culture de la nation; cela suppose d'avoir les moyens d'exercer une forte influence sur la religion, les écoles, les médias et les universités. Pour les théoriciens marxistes, la méthode la plus prometteuse pour l'instauration d'un régime étatique en climat démocratique consiste à conquérir la culture de la nation. Fidèles à cette règle, les mouvements marxistes en Amérique latine ont été dirigés par les intellectuels et les étudiants, et non par les travailleurs.

C'est dans ce contexte qu'il faut situer la théologie de la libération: comme une doctrine politique camouflée en croyance religieuse à connotation anti-papale et anti-libre entreprise, dans le but d'affaiblir l'indépendance de la société face au contrôle étatique. La théologie de la libération est un retour au gallicanisme du 17<sup>e</sup> siècle, quand les souverains de droit divin recherchaient la façon d'assujettir l'Eglise traditionnellement indépendante. Nous y voyons le fait nouveau de la greffe de la doctrine marxiste sur un vieux phénomène culturel et religieux.

L'attaque n'est pas seulement dirigée contre tel ou tel aspect de la culture. Elle est menée sur un large front, en cherchant à redéfinir l'ensemble de la culture selon une terminologie nouvelle. De même que le catholicisme est redéfini par les théologiens de la libération, de même l'art est-il transformé, les livres sont-ils réinterprétés et les programmes d'étude revus. La pénétration marxiste en Amérique latine est assurée par les différents théoriciens marxistes dans des écoles et des universités. Le contrôle de l'Etat sur l'éducation s'opère par les livres de texte et les manuels imposés par les bureaucraties du ministère. L'exemple typique a été celui du gouvernement Lázaro Cárdenas au Mexique dans les années trente: Gonzalo Vásquez Vela, alors ministre de l'éducation de Cárdenas, avait affirmé que "*le matérialisme dialectique est la base philosophique de l'éducation mexicaine*".

La prédominance de la gauche dans les médias d'Amérique latine doit également se comprendre dans ce contexte. Aucune élection démocratique ne peut changer la tendance à l'étatisme si "l'industrie de la conscientisation" est aux mains d'intellectuels étatiques. Les médias, les Eglises et les écoles continueront de virer à l'étatisme si les Etats-Unis et les gouvernements démocratiques récemment élus n'y voient pas un combat de régime à mener. La culture sociale et toutes les structures du régime doivent être modelées de façon à protéger la société démocratique.

### Une riposte institutionnelle

#### Proposition 1

Les Etats-Unis ne doivent pas seulement se soucier des processus formels démocratiques, ils doivent aussi élaborer des programmes propres à renforcer la démocratie en y incluant les institutions militaires et la culture politique.

#### Proposition 2

Les Etats-Unis doivent reconnaître la nécessité, pour les gouvernements qui cherchent à instaurer des régimes démocratiques, de limiter les partis antidémocratiques.

Edifier un régime démocratique exige d'aller bien au-delà de la forme démocratique (les élections) et de prévoir autant que possible les moyens de renforcement des institutions démocratiques locales: syndicats, groupements patronaux indépendants, chambres de commerce et organisations éducatives. L'Allemagne post-hitlérienne nous en offre un bon exemple. C'est uniquement par la consolidation des groupes autonomes, telles les organisations patronales du Mexique ou la presse indépendante du Pérou, qu'on pourra faire grandir dans la société une volonté démocratique permettant de faire front à l'autoritarisme étatique.

Les hommes politiques nord-américains devront tenir compte du souci qu'ont les dirigeants politiques d'instaurer la démocratie dans leurs pays respectifs. Ce qui peut apparaître à première vue comme une démocratisation insuffisante risque pourtant d'être une réponse appropriée aux besoins de tel pays. Il faut donner aux démocraties latines la possibilité d'organiser les institutions démocratiques qui leur sont propres pour qu'elles parviennent à une certaine stabilité. Pour y parvenir dans les délais les plus brefs, il faut, dans la mesure du possible, éduquer même les forces ennemies de la démocratisation. Ce propos est important non seulement parce qu'il vient en renfort du droit des régimes démocratiques à définir les limites constitutionnelles de leur conduite politique, mais aussi parce qu'il constitue une réaffirmation de l'engagement des Etats-Unis dans le sens de la souveraineté de l'Amérique latine.

Tout en réaffirmant notre engagement envers l'autodétermination latino-américaine, nous devons reconnaître que dans la majorité des régimes latino-américains il y a davantage de pouvoir dans l'exécutif que dans le législatif. La tendance latino-américaine à contrecarrer les lois par des décrets de l'exécutif est une longue histoire. Dans des pays comme le Mexique et le Pérou, cela veut dire qu'un véritable contrôle du pouvoir exécutif doit être exercé de l'intérieur du parti ou par l'électorat. L'élément déterminant est celui de la responsabilité ou non du régime devant le peuple.

#### Proposition 3

**Les Etats-Unis doivent augmenter leur capacité d'éducation aux valeurs démocratiques dans les forces armées du sous-continent. Sur ce point il importe de ne pas supprimer le programme d'éducation et d'entraînement militaire international (IMET) sous prétexte de non paiement de dettes envers l'AID.**

#### Proposition 4

**Les Etats-Unis doivent augmenter le budget de l'Agence d'information des Etats-Unis (USIA) et du Bureau de diplomatie publique**

Dans le combat pour la marche de l'Amérique latine vers des régimes démocratiques, les Etats-Unis doivent poursuivre et augmenter les programmes d'éducation aux valeurs démocratiques au sein des structures gouvernementales. Sur ce point, le programme IMET revêt une très grande importance dans l'ébauche d'un régime démocratique, car les militaires nord-américains peuvent partager leur sens de la démocratie avec les militaires latino-américains. Aussi l'impact de ce programme ne doit-il pas être envisagé seulement en termes de profits d'ordre militaire, mais également comme contribution à l'effort de démocratisation. Lier ce programme à d'autres programmes nord-américains serait aller à l'encontre du but poursuivi par la gêne que cela occasionnerait.

Plutôt que de rendre inopérants les différents programmes, les hommes politiques nord-américains doivent se rendre compte du dynamisme inhérent à ces programmes pour influencer la perception qu'ont les régimes latino-américains de la société et de ses institutions. La conduite de politiques culturelles est importante du point de vue du soutien nord-américain aux efforts latino-américains d'amélioration de la culture démocratique. Il faut combattre la tentative gramscienne de sape et de destruction de la tradition démocratique par la subversion ou la corruption des institutions constituant et garantissant cette tradition. Dans cet esprit, la priorité des priorités doit être l'augmentation du budget de l'USIA, car elle est notre agence pour mener la guerre culturelle.

#### Proposition 5

**Pour promouvoir vraiment les droits de l'homme, les Etats-Unis doivent aider au renforcement des systèmes judiciaires du sous-continent. Il faut également faire la distinction entre les groupes de droits de l'homme favorables au régime démocratique et ceux qui soutiennent l'étatisme.**

Les droits de l'homme peuvent se comprendre, de façon appropriée, uniquement comme le droit de l'homme à pouvoir compter sur un système judiciaire d'Etat qui soit responsable. N'est pas responsable devant la société tout système technologiquement attardé et doté d'un personnel incompetent. Quand le système judiciaire d'Etat, tant la police que les tribunaux, est responsable et bénéficie d'un financement adéquat c'est le signe d'un progrès de l'Amérique latine vers le régime démocratique. Les Etats-Unis doivent apporter une aide directe en la matière, à une plus grande échelle que ce qui a été fait jusqu'à maintenant. Au lieu de ne pas faire la différence entre les groupes de droits de l'homme qui soutiennent le régime démocratique et ceux de la tendance gramscienne qui soutiennent l'étatisme, les hommes politiques nord-américains doivent avoir leur propre perception des racines du problème et de la façon de s'y attaquer, et pas seulement de s'en prendre aux effets.

## IIème partie

### STRATÉGIE ECONOMIQUE

La politique économique des Etats-Unis doit correspondre à notre soutien du régime démocratique. Un tel régime appelle un système économique sain, libre de contrôle excessif et d'ingérence gouvernementale. La création de capital sur la base du marché national privé et autonome est indispensable au maintien de l'indépendance de la société. L'une des plus grandes déceptions de l'ère reaganienne a été son échec dans la mise à profit de la crise de la dette pour créer un marché des capitaux qui soit sain, comme l'avait recommandé notre Comité en 1980 (4). Quand la crise a éclaté comme problème en 1982, la principale préoccupation a été de sauvegarder la solvabilité des débiteurs et les liquidités des créiteurs. Même si l'objectif a été tout juste atteint, on a raté l'occasion de pousser les sociétés latino-américaines vers le capitalisme démocratique, c'est-à-dire vers des systèmes de libre entreprise et de marché de capitaux qui sont la base des sociétés indépendantes. Il n'est cependant pas encore trop tard pour y parvenir. La persistance de la crise de la dette devrait être mise à profit pour favoriser le passage, en Amérique latine, des gouvernements démocratiques à des régimes démocratiques.

#### Ajustement de la dette

Bien que ce soit une avancée que de chercher à réduire la charge de la dette pour les Etats latins grâce à des innovations comme le plan Baxer, les échanges de capitaux, le plan mexicain, la restructuration, etc., il n'en reste pas moins que la politique de la dette devrait également inclure des mesures permettant, dans la gestion de la dette, de créer des marchés nationaux de capitaux. Aucune proposition spécifique ne sera probablement définitive, mais quelque chose comme la revente de titres de la dette sur le marché national pourrait être une façon de parvenir à cet objectif. La conversion de la dette intérieure nord-américaine réussie par Alexander Hamilton à la fondation du pays nous en donne un bon exemple.

#### Proposition 1

**Le Département du trésor nord-américain doit jouer un rôle important dans l'élaboration d'un règlement de la crise structurelle de la dette qui atteint nombre de nos voisins latins. Un tel règlement de la crise doit avoir pour point de départ la reconnaissance du fait que le poids actuel de la dette doit être réduit, étant donné qu'elle ne pourra jamais être payée dans les termes actuels. Il y a une quantité innombrable de variantes viables du Plan Morgan-Trésor-Mexique de décembre 1987.**

Il a finalement été reconnu que la crise de la dette extérieure était d'ordre structurel. Dans certains pays la dette s'élève bien au-delà de la capacité de paiement. Les pays les moins développés dans le monde doivent pour le moins 450 milliards de dollars; si le taux initial d'intérêt était appliqué à ce montant, les pays débiteurs ne pourraient payer que 1,8 milliards de dollars dans les vingt années qui viennent, sans réduire d'un seul centime le capital de leur dette! Même si les taux d'intérêt étaient renégociés en dessous de 12%, les pays débiteurs auraient encore à payer 1 milliard de dollars en intérêts. Le seul fait de maintenir ce niveau de paiement d'intérêts ne peut qu'avoir des effets dévastateurs sur l'économie de ces pays et sur la nôtre. Les pays débiteurs ont eu une croissance zéro, voire négative; ils n'ont donc pas

[4] Cf. DIAL D 757, p. 17 [NdT].

de devises pour acheter des produits nord-américains. On estime que la détérioration économique provoquée par la dette extérieure de l'Amérique latine s'est soldée par un manque à gagner de 70 milliards de dollars dans les ventes des producteurs nord-américains.

#### Proposition 2

**La conversion des créances de la dette en billets à ordre, qui sont devenus des véhicules efficaces de réduction par décompte de la dette extérieure des pays endettés, doit être favorisée de façon agressive comme moyen d'encourager la croissance du secteur productif privé.**

Les conversions de créances de la dette permettent aux investisseurs étrangers ou nationaux d'acheter une partie de la dette (en dollars), pour décompte du créancier, et de les échanger aussitôt en actif en monnaie locale. Ainsi, par exemple, un investisseur peut acheter une créance de 50 millions de dollars sur une banque nord-américaine pour 25 millions et la Banque centrale du pays débiteur lui attribue 50 millions de pesos, à condition que la dette convertie soit investie dans une entreprise de production. Il faut cependant avoir soin d'encourager les nationaux à participer à cette conversion et aux affaires qui y sont liées pour ne pas provoquer de réactions de nationalisme négatif là où existe une tradition d'hostilité à l'investissement étranger.

#### Capitalisme d'Etat contre entreprises privées

#### Proposition 3

**Les stratégies d'investissement et de politique commerciale nord-américaine doivent être élaborées dans la perspective d'aider à la formation d'un marché national de capitaux dans certains pays latins. Par exemple, les gains pourraient être en partie utilisés pour renforcer le marché intérieur. Les investisseurs pourraient accepter certains instruments de négociation de la dette, selon des accords conjoints, si les Etats-Unis et autres agences d'aide coordonnent également leurs efforts pour développer un marché national de capitaux privés dans les pays latins qui innovent.**

Fondamentalement il n'existe que deux sortes de systèmes économiques: le capitalisme d'Etat et le capitalisme privé. Ce dont l'Amérique latine a besoin c'est d'emplois et de production. Seul le capitalisme démocratique peut permettre une production massive au moindre coût par unité pour le consommateur. La privatisation d'entreprises para-étatiques non rentables a fait la preuve de sa réussite au Costa Rica, où le gouvernement a abandonné 41 sur 42 entreprises qui avaient perdu plus de 50 millions de dollars en une décennie et qui ne proposaient que 2.200 postes de travail. Ces entreprises d'Etat ont été vendues à des créanciers étrangers par le moyen de billets à ordre, en réduisant d'autant la dette extérieure costaricaine, ou par l'utilisation des fonds PL 480 pour acheter des actions nationales (\*).

Le démantèlement d'entreprises d'Etat et la promotion du secteur privé ont permis aux Costaricains de centrer leurs efforts sur de nouveaux produits d'exportation tels que l'ananas, la noix, la mangue, les agrumes et les produits d'industrie légère. Changer du café, du coton, de la viande et de la banane comme produits essentiels d'exportation a permis au Costa Rica d'augmenter ses exportations de produits non traditionnels de 300 millions de dollars en 1986 à 500 millions en 1987, soit une augmentation de 66% en un an. Une réussite extraordinaire pour le secteur privé.

#### Initiatives économiques et écologiques

#### Proposition 5

**L'initiative pour le Bassin des Caraïbes a besoin d'être relancée, élargie et prolongée de douze années supplémentaires jusqu'en 2007.**

L'Initiative pour le Bassin des Caraïbes a eu un succès relatif, même si l'investissement privé nord-américain n'a pas atteint le niveau initialement prévu, principalement en raison de la confusion initiale. L'Agence internationale pour le développement (AID) et la Société d'investissement à l'étranger (OPIC)

---

[\*] Les PL 480 sont des ressources en monnaie nationale en échange d'achat d'excédents agricoles nord-américains. Bela Belassa et autres: "Vers une croissance économique renouvelée en Amérique latine", Mexico, 1984, chapitre 4.

peuvent revitaliser cette initiative grâce à un programme d'investissements dressant la liste des possibilités offertes aux investisseurs, avec une mise en relief des affaires éventuelles entre les Etats-Unis et les pays hôtes.

L'éventail des produits pouvant entrer aux Etats-Unis sans impôt devrait être élargi à un grand nombre de produits fabriqués à partir de textiles nord-américains et autres.

#### Proposition 6

**La politique commerciale agricole des Etats-Unis avec l'Amérique latine et les programmes d'aide à ce secteur doivent être plus audacieux afin de maximaliser les avantages comparés et d'encourager les investissements dans les cultures d'exportation qui augmentent les échanges commerciaux.**

Le marché d'hiver nord-américain des fruits et légumes est l'exemple le plus frappant de la façon dont la réduction des barrières douanières à l'importation sur le marché nord-américain a permis de profiter des avantages comparés pour des gains réciproques.

La terre, le climat et les coûts relatifs de main d'oeuvre et de technologie donnent aux Etats-Unis l'avantage, en matière de coûts de production pour les céréales et les grains, sur le Mexique, l'Amérique centrale et les Caraïbes. Pareillement le Bassin des Caraïbes a l'avantage dans la production de fruits, de légumes et de sucre. Pourtant le maïs et le haricot en grain sont des produits de base dans nombre de ces pays. Les petits agriculteurs au Guatemala et au Costa Rica pourraient obtenir de meilleurs gains s'ils se transformaient en producteurs de melon, d'asperge, de framboise, etc., pour les vendre aux Etats-Unis et pouvoir acheter du maïs importé des Etats-Unis.

Parce qu'elle connaissait la réalité économique des avantages comparés, l'agriculture chilienne a pris la tête en matière de diversification de cultures spécialisées en vue de l'exportation en Asie, en Europe et aux Etats-Unis. La culture des fruits et légumes demande un travail intensif et emploie "le plus pauvre des pauvres" dans les secteurs ruraux les moins développés, ce qui évite de surcroît que les paysans aillent grossir les rangs des chômeurs urbains.

La production de grains de base demande maintenant une main d'oeuvre beaucoup plus réduite en raison de l'énorme réussite de la "révolution verte" comme fruit des chercheurs de la Fondation Rockefeller et des programmes de l'AID. Elle permet la reconversion d'ouvriers agricoles dans de nouveaux et profitables efforts en agriculture.

#### Proposition 7

**Il faut élargir l'accès au marché nord-américain pour le sucre d'Amérique centrale et des Caraïbes en supprimant le système protectionniste actuel de quotas. Cela économisera de l'argent aux consommateurs des Etats-Unis et améliorera les économies de nos voisins.**

Les consommateurs nord-américains paient sept fois plus cher le prix mondial du sucre, car la loi actuelle détermine un marché fermé et non compétitif en fixant artificiellement les prix à des niveaux très élevés au seul profit de quelque 12.000 petits producteurs nord-américains. La situation s'est aggravée au cours des huit dernières années. Il est parfaitement incompréhensible qu'au moment où notre gouvernement augmente son aide économique à cette région, il ferme en même temps le marché à l'un des plus importants articles d'exportation régionale.

#### Proposition 8

**Les Etats-Unis, avec l'aide de l'OEA et avec la collaboration de groupes écologiques privés, doivent se battre pour sauver les forêts tropicales qui existent encore et pour rétablir l'équilibre écologique dans les zones déjà déboisées.**

Durant la dernière décennie d'immenses superficies de forêts tropicales ont été détruites, en créant ainsi des zones arides en Amérique centrale, dans les Caraïbes (en particulier Haïti), en Amazonie et au Panama. Une fois la zone déboisée, l'érosion et la destruction du milieu s'en emparent, alors qu'elle aurait pu être mise à profit par des entreprises agricoles de production. Les efforts interaméricains

pour le reboisement et, si possible, pour le retour de la zone à son état d'origine devraient bénéficier de l'appui de programmes semblables à ceux lancés en 1985 par la Banque mondiale, par l'Institut des ressources mondiales et par les agences de l'ONU. L'Ecole d'agriculture des tropiques projetée au Costa Rica en 1986 devrait être soutenue. Il y entrerait des techniciens spécialistes des forêts tropicales fragiles.

#### Proposition 9

**Les Etats-Unis doivent reconsidérer le programme des usines d'assemblage et industries frontalières près du Mexique, en vue d'éventuels avantages économiques et sociaux à long terme pour les deux Républiques.**

Les usines d'assemblage tout au long de la frontière entre le Mexique et les Etats-Unis ont donné des emplois à des centaines de milliers de Mexicains. Mais il n'est pas bien certain que les ouvriers nord-américains en aient autant profité. De plus les millions de Mexicains qui se sentent attirés vers le Nord et dont le désir n'est pas satisfait en viennent à franchir la frontière et à grossir l'immigration illégale.

La majorité des Mexicains qui franchissent la frontière sont des hommes. Ils sont en général peu aptes à être employés dans ces usines d'assemblage, car les femmes font mieux ce travail. Ce sur-emploi des femmes a affaibli la structure familiale mexicaine et a accru la détérioration déjà existante des conditions sociales, sanitaires et éducatives de la qualité de vie des populations frontalières. En outre la concentration de nouvelles entreprises industrielles le long de la frontière nord du Mexique a augmenté les déséquilibres d'un développement mexicain déjà inégal.

Les industries nord-américaines devraient donc envisager de transférer ces usines d'assemblage vers le sud, en territoire mexicain. Cette modification sur la frontière améliorerait l'équilibre du développement mexicain, favoriserait les industries locales, stabiliserait la famille mexicaine et permettrait de régler certaines situations sanitaires et sociales engendrées par le Programme d'industries frontalières. A long terme ce changement serait bénéfique pour les deux pays.

### IIIème partie

#### STRATÉGIE DE TRAVAIL AVEC LES INSTITUTIONS PERMANENTES DES PAYS LATINS ET RENFORCEMENT DE LA COOPÉRATION RÉGIONALE

Les piliers des structures gouvernementales permanentes des régimes latins sont les forces armées et le pouvoir judiciaire. La politique pro-démocratique d'un régime doit reconnaître que les militaires comme les institutions judiciaires portent le poids de la gestion des conflits de basse intensité et du trafic de drogue, tout en se conformant aux exigences démocratiques dont se réclame tout gouvernement temporaire dans sa responsabilité vis-à-vis de la société. Les initiatives bilatérales nord-américaines pour le renforcement de ces deux institutions devraient recevoir un appui multilatéral par le biais de l'OEA.

#### Le problème des conflits de basse intensité

#### Proposition 1

**Le Congrès nord-américain a reconnu la menace grandissante que constituent les conflits de basse intensité à l'encontre de régimes démocratiques faibles, et il a décidé d'accorder le soutien nord-américain aux forces armées du sous-continent confrontées à ce défi. Le pouvoir exécutif doit prendre des mesures rigoureuses pour concrétiser cette disposition législative.**

La plupart des régimes latins sont affrontés à ce qui a été identifié à Washington comme des conflits de basse intensité. Cette expression, de plus en plus employée, est utilisée pour décrire une forme de combat incluant les opérations psychologiques, la désinformation, le terrorisme, la subversion culturelle et religieuse. Le Congrès a arrêté une riposte raisonnable à un problème largement reconnu. Cependant l'exécutif s'est montré extrêmement hésitant dans la mise en pratique de ces dispositions légales.

En 1986 le Congrès a approuvé et le président signé la loi Goldwater-Nichols de réorganisation du Département de la défense. La loi a été passée parce que le Département de la défense n'apportait pas un soutien approprié aux opérations spéciales ni ne faisait résolument face aux conséquences des conflits de basse intensité. A cette loi avait de plus été ajouté un additif en vertu duquel les Etats-Unis étaient chargés de former un Commandement d'opérations spéciales. La loi demandait un nouveau poste de sous-secrétaire à la défense pour les opérations spéciales et les conflits de basse intensité. Il a également été créé un nouveau Commandement unifié doté de responsabilités étendues en matière d'entraînement et de promotion, unique parmi les Commandements unifiés déjà existants. Ce commandement s'est vu attribuer par loi un financement propre dans le budget de la défense, MDF-11. Le Congrès voudrait que la planification des conflits de basse intensité soit à égalité avec la planification globale stratégique. Le Congrès a maintenu la loi en dépit des fortes critiques dont elle a fait l'objet. Une nouvelle loi devrait offrir de meilleures dispositions pour aborder d'autres affaires critiques et de même caractère, telles que le terrorisme, le trafic de drogue ainsi que les opérations psychologiques et de renseignement de l'ennemi. Les rédacteurs de la loi reconnaissent que les Etats-Unis sont vulnérables à d'autres types de combat que celui d'un conflit armé à grande échelle.

#### Proposition 2

Les Etats-Unis doivent se préparer à étendre leurs programmes d'aide aux militaires latino-américains par manière de reconnaissance que les insurrections locales sont fomentées de l'extérieur. La complexité de ce défi appelle une réponse faite de compréhension de la part de notre société.

#### Proposition 3

Si persistent les tendances actuelles, les Etats-Unis continueront de se heurter à l'exportation de la révolution nicaraguayenne au cours de la décennie 90. Une politique de contention ne sera pas d'un bas prix et ne pourra être menée sur le long terme. Les Etats-Unis devront soutenir la démocratisation au Nicaragua ou alors payer des coûts considérables dans le combat contre la subversion dans les pays voisins du Nicaragua.

#### Proposition 4

Une politique de démocratisation du Nicaragua exige un développement sophistiqué de la doctrine du conflit de basse intensité. L'aspect le plus important en sera l'éducation des médias et du public nord-américains, de façon à ce qu'ils comprennent quelle est la tendance des régimes communistes nationaux d'Amérique latine à susciter la subversion chez leurs voisins, avec le soutien discret de l'Union soviétique.

#### Proposition 5

Les institutions publiques et privées des Etats-Unis doivent s'appliquer à éduquer les leaders communautaires et les médias sur la nature de la stratégie marxiste-léniniste adaptée par les nationalistes au thème du sous-développement. Le mariage du communisme et du nationalisme en Amérique latine constitue le plus grand danger affronté jusqu'alors par le sous-continent et par les intérêts nord-américains.

#### Proposition 6

Les Latino-Américains peuvent renverser la tendance communiste dans leurs pays, parvenir à la démocratie dans le sous-continent et satisfaire leurs aspirations à l'autodétermination, grâce au double soutien du Congrès et de l'exécutif des Etats-Unis.

Le Bloc soviétique projette avec succès son pouvoir sur chaque pays de l'hémisphère et tout indique que cette tendance va continuer. Il est regrettable mais évident que les plus grandes puissances du monde ne se sont pas totalement engagées dans le soutien de la liberté et de la démocratie pour l'hémisphère occidental. Les Etats-Unis doivent en prendre la tête en appliquant davantage de ressources dans les sociétés latines menacées. Les militaires nord-américains doivent impérativement se rendre compte que les gouvernements élus sont capables de relever le défi de la subversion et du terrorisme.

## La crise des stupéfiants

### Proposition 7

**Pour aider les sociétés latines à combattre le trafic de drogue et le terrorisme, les Etats-Unis doivent encourager par une assistance technique et financière le fonctionnement d'un système judiciaire indépendant. Les Etats-Unis doivent également donner l'exemple en réduisant la demande interne de stupéfiants.**

En donnant leur soutien à un pouvoir judiciaire indépendant, les Etats-Unis peuvent aider l'Amérique latine à faire face avec succès aux crimes portant sur le trafic de drogue et le terrorisme. Si les autorités judiciaires disposaient des moyens de réagir avec efficacité et ampleur à ces crimes, elles pourraient ainsi prévenir une menace grandissante qui met en danger la légitimité des démocraties plongées dans la bataille.

De plus, les Etats-Unis doivent donner l'exemple par leur propre appareil judiciaire en réduisant la demande dans notre pays. Aux Etats-Unis l'application de la loi devrait permettre de réduire les gains des vendeurs et d'augmenter substantiellement les risques pour les acheteurs. De cette façon les Etats-Unis peuvent servir de modèle tant en matière de réduction de la demande qu'en celle de fermeté judiciaire. La possession de stupéfiants doit tomber sous le coup d'une condamnation à l'emprisonnement et leur vente, donner motif à de lourdes peines sans possibilité de remise en liberté sous condition. Après la mise en place d'une application ferme de la loi, il deviendrait possible de lancer et d'expérimenter un programme de légalisation limitée, dans le cadre d'une réhabilitation et rééducation.

### Renouvellement de l'OEA (5)

### Proposition 8

**Les Etats-Unis doivent attacher plus d'importance au travail avec les membres de l'OEA sur les problèmes mutuels de sécurité militaire (conflits de basse intensité), de trafic de stupéfiants, d'immigration et de dette extérieure.**

Les Etats-Unis feraient preuve de sensibilité envers les problèmes qui favorisent l'émigration latino-américaine et l'immigration aux Etats-Unis, s'ils travaillaient avec l'OEA sur des propositions concernant la dette, mais aussi <sup>avec</sup> la Banque interaméricaine de développement, la Banque mondiale, le Fonds monétaire international et le Trésor.

Parler de l'OEA c'est, dans notre pays, pour le moins faire naître l'ennui dans les milieux de politique extérieure. Cela ne devrait pas être le cas. Le manque d'intérêt pratique du gouvernement Reagan par rapport à cette organisation a été une grave erreur. La promesse, non tenue, de tenir ses engagements financiers envers l'OEA a sérieusement porté atteinte à la crédibilité des Etats-Unis.

L'OEA, contrairement à l'ONU, a prouvé qu'elle était une structure beaucoup plus amicale. Bien que les Etats-Unis aient reçu des coups de la part de l'OEA, en particulier à l'occasion de la crise des Falkland/Malouines qui continue d'exciter les esprits dans tout l'hémisphère, il existe cependant moins d'antagonisme dans le cadre de l'OEA que dans celui de l'ONU.

### Proposition 9

**L'ambassadeur nord-américain auprès de l'OEA doit être chargé de la coordination avec les représentants du sous-continent à Washington, pour des initiatives multilatérales concernant les aires mentionnées plus haut. Comme premier pas, les Etats-Unis doivent régler leur contribution à l'OEA pour montrer qu'ils prennent vraiment au sérieux leurs responsabilités.**

### Proposition 10

**La mise à contribution de l'OEA dans les affaires de sécurité et de trafic de drogue représente, pour les Etats-Unis, la meilleure façon de gagner la guerre contre les empires criminels qui menacent tout l'hémisphère.**

Le prochain gouvernement doit définir ses priorités. Notre calendrier et celui de l'Amérique latine ne sont pas nécessairement incompatibles. Si l'OEA est normalement financée et mise dans la bonne direction, elle peut servir nos intérêts mutuels.

Un renforcement du rôle de l'OEA est particulièrement intéressant en matière de coopération accrue entre ses membres dans la lutte contre le trafic de drogue. La conférence de Rio, avec la prise de conscience croissante du fait que le sous-continent s'attaque au problème du trafic de stupéfiants, traduit la volonté des membres de l'OEA de participer à des opérations internationales conjointes.

Il est de loin préférable que l'OEA mène des opérations de paix en Amérique centrale plutôt que de voir les efforts des non-alignés, voire les démarches hostiles susceptibles d'être faites par l'ONU, dans ce secteur tellement sensible. Avec la mise à contribution de l'OEA, c'est la manière pour ses membres d'être informés de la menace extérieure à l'oeuvre dans le sous-continent; la coopération multinationale contribuera à la légitimation des efforts de paix et à leur perception internationale. Mais les efforts de l'OEA nécessitent de l'argent, qui est aujourd'hui une exigence désespérée pour cette organisation.

En clair, le prochain gouvernement devra prendre des décisions fondamentales sur ce qu'il entend obtenir par son soutien aux organismes internationaux. Ces décisions engageront l'avenir de l'OEA. Les Etats-Unis doivent encourager la coopération sur tous les sujets qui intéressent l'hémisphère. Autant que possible, les Etats-Unis doivent marteler leur engagement dans le sens de la coopération, de l'auto-détermination, des responsabilités mutuelles dans la lutte contre le trafic de drogue, de l'aide au règlement du problème de la dette et de celui des pressions sur la population latino-américaine fuyant la pauvreté, le crime, le terrorisme et la guerre. L'OEA est un forum où les Etats-Unis peuvent faire partager leurs points de vue par tout le sous-continent, et cela de façon constante.

#### 4e partie

##### CRISES FUTURES EN AMÉRIQUE LATINE ET RESPONSABILITÉS NORD-AMÉRICAINES

Les Etats-Unis doivent prêter une attention particulière à cinq pays qui, en raison de leurs crises intérieures, sont significatifs en Amérique latine: le Mexique, la Colombie, le Brésil, Cuba et Panama.

La nouvelle politique pour l'Amérique latine dans la décennie 90 doit faire spécialement attention à la menace générale qu'affrontent les fragiles démocraties latino-américaines et qui fait obstacle à la difficile transition des régimes autoritaires ou totalitaires. Les cinq pays que nous avons mentionnés constituent un exemple des problèmes qui sont ceux, jusqu'à un certain point, de la majorité des autres pays latino-américains. L'un d'eux, le Mexique, est un régime autoritaire qui est en crise et ne semble pas capable d'intégrer des partis d'opposition légitimes. Deux autres, la Colombie et le Brésil, sont des démocraties; et les deux derniers, Cuba et Panama, sont des régimes totalitaire et autoritaire en décadence. Les Etats-Unis doivent faire très attention à ces pays, comme exemples des problèmes généraux du sous-continent.

#### Le Mexique

##### Proposition 1

Les Etats-Unis doivent trouver la façon et le moyen d'encourager le Mexique à accepter une opposition légitime. Les signes d'une opposition à la domination du parti unique sont de plus en plus nombreux. Les réformes internes du Parti révolutionnaire institutionnel (PRI) ne seront pas suffisantes pour empêcher la montée de partis d'opposition.

##### Proposition 2

Les Etats-Unis doivent soutenir tout effort de vente d'entreprises d'Etat et d'élargissement du marché intérieur pour permettre le règlement de la dette extérieure du pays.

### Proposition 3

**Tout soutien des Etats-Unis à l'amélioration du système judiciaire corrompu du Mexique sera de grande importance. S'il n'y a pas d'amélioration sur ce point, la guerre contre le trafic de stupéfiants continuera d'être une comédie.**

Le Mexique s'est finalement résolu à entreprendre des réformes pour le choix des candidats du PRI. Avant la chute du peso mexicain en 1982, le PRI avait fait des efforts limités pour s'adapter à l'opinion publique. Des élections primaires avaient été autorisées pour certains candidats du PRI. Cependant Cuauhtemoc Cárdenas, descendant du leader révolutionnaire Lázaro Cárdenas, est arrivé à la conclusion qu'une réforme interne était illusoire; il s'est séparé du parti et a formé une coalition de partis de gauche appelée "Front démocratique". Ce nouveau front de gauche pratique maintenant l'union avec le front largement reconnu de la droite mexicaine, le Parti d'action nationale (PAN).

Le PAN comme le Front démocratique ont présenté des candidatures très représentatives; et le PRI, malgré l'importance de son appareil politique et son habitude de fraude électorale, n'a pu obtenir que 50% des voix. Cárdenas et Manuel Clouthier, candidat du PAN, continuent leur lutte de légitimation des élections, ce qui peut obliger le PRI à ouvrir davantage le jeu politique et à faire des réformes réelles.

La continuité étatique du PRI a provoqué un chômage massif ou du sous-emploi, ce qui a provoqué une augmentation de l'émigration. Le problème structurel du chômage, calculé à 40% de la force de travail, doit être réglé avec la vente des énormes entreprises d'Etat. C'est probablement 85% de l'économie mexicaine qui est étatisée et le reste du secteur privé dépend de la bienveillance gouvernementale. On peut dire à certains signes que les fonctionnaires mexicains sont conscients du problème. Ils ont besoin d'être encouragés.

### La Colombie

#### Proposition 4

**Les Etats-Unis doivent faire davantage que renforcer le système judiciaire actuel de Colombie; ils doivent soutenir des tribunaux spéciaux sous le contrôle conjoint du ministère de l'intérieur et des forces armées afin de contrer la menace de la subversion et du trafic de drogue qui sont en guerre ouverte contre le régime démocratique.**

#### Proposition 5

**Ces tribunaux doivent jouir du pouvoir nécessaire pour juger, condamner ou envoyer dans des centres spéciaux de détention contrôlés par l'armée les subversifs et les trafiquants de drogue qui s'en prennent à la souveraineté du peuple colombien. La situation d'El Salvador pourrait devenir celle de la Colombie à grande échelle si des mesures fermes ne sont pas immédiatement prises. Un soutien nord-américain en temps opportun et un financement approprié pourraient prévenir de nouvelles révoltes et guerres civiles.**

La Colombie est aux prises avec une double menace contre sa sécurité et ses institutions démocratiques fondamentales. L'une d'elle est l'insurrection communiste qui a augmenté en importance et en portée dans les années 80. Si cette tendance continuait, la Colombie deviendrait un autre El Salvador au milieu des années 90, sinon avant. Mais à la différence de la petite nation centro-américaine, la Colombie a un autre ennemi: les puissantes mafias de la drogue implantées dans les villes colombiennes de Cali et de Medellín.

Les trafiquants de drogue ont déjà efficacement détruit le système légal colombien par la corruption et l'intimidation du pouvoir judiciaire et de la police. Ces grands seigneurs de la drogue peuvent aisément conserver leur position privilégiée car ils disposent d'énormes ressources comme la vente des stupéfiants qui se monte à 9 milliards de dollars par an. Cette vente clandestine se fait principalement à l'intérieur du pays. Facteur aggravant de la situation, la guérilla colombienne et la mafia de la cocaïne travaillent ensemble pour atteindre des objectifs - parfois - contradictoires.

A l'opposé le gouvernement colombien a tout au plus monté une faible campagne de riposte à ces menaces. Les forces de sécurité sont très réduites et ne sont pas très bien équipées. Le gouvernement précédent du président Belisario Betancur a diminué de moitié le budget de la défense dans les débuts difficiles des années 80. Le gouvernement du président Virgilio Barco a été plus réaliste, mais en ne le ré-augmentant que partiellement, tout en prenant pourtant certaines mesures contre le terrorisme et le trafic de drogue. Il n'y a pas de plan stratégique national en vue. Pendant ce temps-là, les efforts du gouvernement pour parvenir à la paix par le dialogue et la négociation sont tombés à l'eau.

Les Etats-Unis n'ont pas joué un grand rôle. Bien que le gouvernement Reagan ait exercé de fortes pressions pour obtenir l'extradition de trafiquants de drogue connus, il a dernièrement réduit le programme d'assistance à la Colombie en matière de sécurité. Cette décision a été une grave erreur car elle a ruiné la capacité de la Colombie à prendre des décisions draconiennes concernant ces deux menaces.

C'est pourquoi, si la tendance actuelle se maintient et n'est pas contrôlée, la Colombie subira une grave crise dans la décennie 90. Cela concerne directement les Etats-Unis, en particulier à cause de l'accroissement du flux des stupéfiants qui touchera nos côtes par suite des troubles. La Colombie des années 90 pourrait parfaitement faire passer au second plan ce qui a été le principal problème de la politique extérieure de notre pays: l'Amérique centrale.

La Colombie et, en Amérique centrale, El Salvador sont des exemples typiques de la nécessité d'une réforme judiciaire. La restructuration du rôle de la loi est un élément nécessaire à la stabilité dans ces deux pays touchés par la guerre. L'effondrement du pouvoir judiciaire en Colombie et en El Salvador est une ironie envers le père de la nation colombienne, Francisco de Paula Santander, qui avait déclaré: "Les armes nous ont donné l'indépendance, la loi nous donnera la liberté".

En El Salvador, les terroristes communistes et les délinquants de droite ont, par l'assassinat, détruit la capacité des tribunaux à juger et à condamner ceux qui violent la loi. Au cours des années 80, les guérillas communistes et les trafiquants de drogue de Colombie sont parvenus à quelque chose d'approchant, mais sur une plus grande échelle. Dans les deux pays il est maintenant quasi impossible de condamner un quelconque terroriste ou trafiquant de drogue. Les tueurs de droite se sont mis en marge des juges, lesquels vivent dans la terreur, quand ils n'ont pas été achetés par les criminels ou par les rebelles.

Il est déjà trop tard pour la Colombie et pour El Salvador. Beaucoup pensent que la guerre contre les trafiquants de drogue est déjà perdue en Colombie. Cependant les Etats-Unis ne peuvent pas permettre qu'il en soit ainsi indéfiniment. Le prochain gouvernement doit reconsidérer radicalement ses programmes d'assistance légale. Davantage d'argent sera dépensé en tribunaux spéciaux et pour leur protection. C'est un élément clé si ces institutions doivent mener à bien leur mission. Sinon, l'ébranlement de la loi et de l'ordre atteindra tout l'hémisphère, Etats-Unis compris.

## Le Brésil

### Proposition 6

**Les Etats-Unis doivent aider le Brésil à régler sa crise de la dette avant que celle-ci n'ébranle la fragile démocratie. Même si un gouvernement élu s'effondrait dans les années 90, il faudrait aider le Brésil à parvenir à la croissance économique et l'orienter vers le régime politique dont il a besoin.**

Dans la décennie 90 le Brésil sera confronté à des problèmes de l'ampleur de sa géographie et de sa puissance. Le géant sud-américain opère une transition difficile vers la démocratie après deux décennies de gouvernement militaire. D'une façon typiquement brésilienne, l'armée a gouverné le pays d'une main relativement douce et s'est gardée de la corruption. Mais au milieu de la décennie 80, les Brésiliens étaient prêts et même désireux d'avoir un gouvernement complètement démocratique et civil.

La transition n'a pas été facile. L'actuel président José Sarney a évité de peu un coup d'Etat en mars dernier en raison du comportement d'un Congrès national de plus en plus imprudent et irresponsable qui faisait fonction d'Assemblée constituante. Jusqu'à ce que les militaires adressent au Congrès un avertissement final, les législateurs envisageaient sérieusement une nouvelle Constitution disposant d'une forme parlementaire de gouvernement - pareille à celle expérimentée au début des années 60 et qui a complètement

échoué - et ils avaient décidé du suffrage direct pour les élections présidentielles. Une telle décision aurait virtuellement garanti la victoire de la gauche en 1989.

Les problèmes politiques du Brésil ont empiré par suite de ses échecs économiques actuels. La faiblesse du gouvernement Sarney a exacerbé des problèmes déjà graves. Le Brésil a la plus grande dette extérieure de tous les pays en développement et, dans les années dernières, il a été incapable de payer la dette et les intérêts à temps. L'inflation continue avec un taux à trois chiffres. L'intervention massive de l'Etat dans l'économie et les énormes déficits budgétaires écrasent ce qui devrait être l'une des plus vigoureuses économies du monde. Même sous les militaires, à l'époque de politiques plus prudentes, la préférence allait à une croissance à tout prix en même temps qu'étaient reportées les réformes de base de l'économie.

Si un gouvernement de gauche prend le pouvoir dans les années 90, les problèmes économiques du Brésil pour la prochaine décennie augmenteront en proportion géométrique. Avant que cela ne se produise, il est possible que la fragile démocratie brésilienne soit abattue par un autre gouvernement militaire. L'armée n'aborderait pas bien les problèmes économiques et les laisserait sans solution. Mais si on exerçait sur elle des pressions en ce sens, l'armée pourrait jouer un rôle historique comme pouvoir modérateur. Un nouveau cycle d'instabilité et de désordre ne pourrait que détourner le Brésil de son objectif de pays développé, et plus encore, de grande puissance à la fin du siècle.

Le gouvernement Reagan a regardé les ambitions du Brésil avec davantage de sympathie que le gouvernement précédent. Avec beaucoup de tact il a encouragé le processus démocratique, tout en ne critiquant pas vivement le gouvernement brésilien sur le problème des droits de l'homme ni sur le programme d'énergie nucléaire, à la différence du gouvernement Carter.

Cependant, après un bon début, les relations américano-brésiliennes sont à nouveau tombées en piqué. Le Brésil et toute l'Amérique du sud d'ailleurs sont devenus des affaires secondaires en raison de nos problèmes en Amérique centrale. Des frictions se sont produites en matière de commerce et d'investissements, en particulier dans le domaine ultra-sensible des produits de haute technologie, en particulier les ordinateurs et le software. Ces problèmes ne sont aucunement de la seule responsabilité des Etats-Unis, mais s'ils doivent être réglés, on doit leur accorder une plus grande priorité que par le passé. La clé de la diplomatie nord-américaine est de conduire sa politique de façon à encourager le Brésil à restructurer son économie pour pouvoir favoriser les forces de marché, tant intérieur qu'extérieur.

Le meilleur moyen d'y parvenir existe déjà. Il a été créé par Henry Kissinger en 1976: il prévoit la tenue de deux réunions annuelles entre le secrétaire d'Etat nord-américain et le ministre des relations extérieures du Brésil. Mais ces réunions ne peuvent par elles-mêmes régler les problèmes. Il faut qu'existe une volonté politique chez les deux parties. Le prochain gouvernement devrait faire cet effort si l'on veut éviter des querelles économiques accrues et amères dans la prochaine décennie.

#### Cuba

##### Proposition 7

**Les Etats-Unis doivent ouvrir des conversations à haut niveau avec l'Union soviétique pour une concertation sur le retrait de Cuba des militaires soviétiques.**

##### Proposition 8

**Si ces conversations aboutissent, ou du moins arrivent à une phase satisfaisante, les Etats-Unis devront ouvrir des conversations avec Castro, ou son successeur, pour préparer un Cuba post-Castro.**

##### Proposition 9

**Vu que le modèle castriste est arrivé à sa fin en raison de la banqueroute et a échoué comme modèle de développement et de libération, les Etats-Unis doivent augmenter leurs émissions radios en direction de Cuba comme moyen d'éducation civique en vue de l'instauration d'un régime démocratique. Une Télévision-Marti, avec des programmes comportant les éléments de la culture démocratique, doit commencer à émettre le plus tôt possible.**

Cuba continue en toute sécurité dans l'orbite de l'Union soviétique et sous le contrôle du *caudillo* vieillissant Fidel Castro à la main de fer. Cependant, à la fin du siècle, Castro aura 75 ans. Le prochain gouvernement doit se préparer à l'arrivée de la crise "porfiriste" à Cuba qui pourrait bien survenir pendant son exercice. Dans le cas du vieux *caudillo* mexicain Porfirio Diaz, le régime s'est rapidement effondré au début de ce siècle quand il perdit le contrôle de lui-même, y compris physique, et bien vite celui de son pays.

Bien que le gouvernement Reagan n'ait jamais été "à la source", selon l'expression d'Alexander Haig, ancien secrétaire d'Etat, il n'a cependant nourri aucune illusion sur la nature du régime de Castro et son objectif central: ruiner les intérêts des Etats-Unis, où et quand que ce soit.

Par suite, pour une grande part, des pressions nord-américaines, le succès de Castro a rapidement décliné au cours des années 80. Une victoire apparente et facile n'a jamais été acquise en El Salvador. Grenade a été perdue. Les Jamaïcains ont élu puis réélu un gouvernement ardemment anticastriste. En Angola, les forces cubaines ont dû affronter, dans l'UNITA de Jonas Savimbi, une force de guérilla mieux armée et toujours plus agressive.

Sur le front intérieur, l'intention de Castro d'implanter une révolution permanente de type stalinien a notoirement été un échec. L'économie reste chancelante et devient de plus en plus arriérée. A la différence des économies des pays de l'Est, l'économie cubaine ne donne aucun signe de réforme réelle. A Cuba, la "perestroïka" est un sujet de conversation strictement limité, et la "glasnost" encore plus.

Mais l'opposition intérieure grandit à Cuba, alimentée par Radio-Martí qui a contré avec succès le monopole de Castro en matière d'information et de propagande. Dans l'armée, suite aux pertes en Angola et d'après certains déserteurs, règne une grande inquiétude. Les militants des droits de l'homme, auparavant parfaitement inconnus, ont réussi pour la première fois à attirer l'attention du monde sur le triste record du régime en ce domaine.

Bref, le régime est de plus en plus acculé à la défensive et le coût de son aventurisme à l'extérieur augmente sans que se discerne le moindre type de profit pour le peuple cubain. L'avenir sous Castro, selon ses propres dires, est également sombre même s'il est considéré comme de plus en plus dépendant de nouveaux trucs tels que les mini-brigades et la nouvelle version de la guerre à la bureaucratie.

L'échec total de Castro, peu connu en dehors de Cuba, est le fait fondamental et saillant dont doit tenir compte le nouveau gouvernement pour sa nouvelle politique envers cette île-clé.

En fonction de la très réelle possibilité de la mort de Castro au cours de la décennie 90, les hommes politiques nord-américains doivent réaliser qu'une crise de régime se produira. Il est très peu probable que le système actuel survive à son *caudillo*, sans une intervention soviétique massive pour imposer le pantin qui leur conviendrait le mieux à la mode afgane. Mais Cuba n'est pas l'Afghanistan. Cuba est située sur notre orbite d'intérêts, non sur celle de Moscou. Cela doit être parfaitement clair dès le début du nouveau gouvernement.

En même temps le prochain gouvernement doit préparer le terrain pour un changement rapide et positif à la mort du *líder maximo*. Les Etats-Unis doivent être prêts à parler avec les personnes-clés au pouvoir, en particulier les militaires cubains, ceux qui ont réellement payé le prix fort des grandes ambitions de Castro.

C'est pourquoi, en prévision de l'inévitable crise du régime cubain qui approche, le nouveau gouvernement devrait redéfinir toute son approche de l'alliance soviéto-cubaine. Le nouveau gouvernement devrait prendre l'initiative quant à l'avenir du régime cubain. Il est vital que s'ouvrent des conversations à longue portée pendant que Castro garde encore le contrôle. Les Etats-Unis devraient faire connaître leur désir de normaliser rapidement les relations avec un Cuba déssoviétisé. Une telle normalisation supposerait de lever l'embargo. Ces conversations devraient être inconditionnelles, directes et à haut niveau, sans intermédiaires attaquables.

L'objectif est de faire que Cuba redevienne un membre libre et indépendant de la communauté internationale, en particulier de l'hémisphère occidental, de sorte que les trente années de guerre entre Cubains et Nord-Américains parviennent enfin à leur terme.

## Panama

### proposition 10

**Le renversement de Noriega et la tenue d'élections ne seront pas suffisants pour instaurer un régime démocratique au Panama. Les Etats-Unis devront tenir compte d'une large panoplie d'éléments nécessaires à un régime démocratique. La réforme des forces de défense, le soutien d'un pouvoir judiciaire indépendant et le relèvement de l'économie en seront les éléments essentiels.**

Le régime panaméen est en crise. Pendant vingt ans la naturelle et - parfois - anarchique exhubérance démocratique a régné puis a été supplantée par une dictature militaire pseudo-populiste.

Le gouvernement Carter a centré tous ses efforts sur l'élaboration d'une alliance avec un régime corrompu, considéré comme stable, en signant les deux traités du Canal de Panama qui donnent au Panama le contrôle à la fin du siècle de cette voie d'eau vitale. Il est aujourd'hui manifeste pour tout le monde que Carter s'est trompé. Cependant, le gouvernement Reagan n'a été capable que de mener une politique panaméenne faite d'hésitations et d'improvisations, presque exclusivement centrée sur un individu, l'homme fort du Panama, le général Manuel Antonio Noriega, dont il entendait défaire le pays. Mais le renversement du dictateur ne règle pas les problèmes panaméens ni ne prépare la voie à de solides relations américano-panaméennes.

Au cours de la décennie 90, le nouveau gouvernement devra régler de sérieux problèmes qui n'ont pas encore été abordés. Les lois bancaires doivent être revues pour empêcher le pays d'être plongé une nouvelle fois dans la corruption liée au trafic de drogue. La Constitution panaméenne doit être modifiée pour permettre l'extradition de citoyens panaméens coupables de délits en pays tiers, encore que cela devrait plutôt être du ressort d'un pouvoir judiciaire panaméen exempt de corruption.

Plus encore, après instauration d'un régime démocratique, les Etats-Unis et le Panama doivent commencer à prévoir sérieusement une administration appropriée du canal, à commencer par des réparations générales et coûteuses. Parallèlement il faut commencer à discuter sur une défense réaliste du Canal après l'an 2000. Ces conversations devront inclure la permanence des Etats-Unis dans quelques installations au Panama (principalement l'aéroport Howard et la base navale Rodman) pour un déploiement adéquat de forces dans l'hémisphère occidental.

Ces questions n'ont pas été soulevées. Elles devront l'être dans la décennie 90 si l'on veut garantir les intérêts nationaux du Panama et ceux des Etats-Unis au siècle prochain.

### DÉCLARATION FINALE

Les Etats-Unis et le système interaméricain se trouvent devant de redoutables problèmes en Amérique latine. La crise d'Amérique centrale reste sans solution et les courants bruyants en Amérique du sud sont méconnus, ce qui nous met en danger. La dette, le terrorisme, les stupéfiants, les Etats corrompus, les grandes migrations, l'insurrection communiste et la corruption ne sont qu'une partie du tableau. Santa-Fé II est une stratégie de réponse à ces problèmes et une stratégie de promotion de la démocratie, de la liberté et de l'économie sur tout le sous-continent, comme action et non comme réaction.

Quand le gouvernement Reagan s'est installé au pouvoir, le panorama était identique. L'Amérique latine et la politique extérieure des Etats-Unis à destination de l'Amérique latine connaissaient la même situation: toutes deux étaient en rupture.

Santa-Fé I, publié en 1980, a focalisé certains des problèmes les plus immédiats pour les Etats-Unis. Il a aidé à orienter la vision nord-américaine sur l'Amérique latine par rapport au contexte géostratégique; il a alerté sur la crise de la dette extérieure; il a motivé le soutien à la démocratie; et il a suscité des programmes tels que l'Initiative pour le Bassin des Caraïbes et Radio-Martí.

Mais toutes les propositions de Santa-Fé I n'ont pas été proprement reprises et tous les problèmes n'ont pas pu être réglés en huit ans seulement. Telle est la raison d'être de Santa-Fé II qui, outre la continuité dans la nouveauté du document précédent, est aussi le fruit de la nécessité. De même qu'il y a

huit années, le système interaméricain, en particulier l'OEA, est toujours sous-utilisé et s'est même détérioré ces dernières années. Les auteurs de Santa-Fé II se sont employés à proposer des stratégies pour des régimes qui se situent au-delà de la simple implantation d'un système électoral. Si ces stratégies étaient prises en compte par le nouveau gouvernement, elles pourraient rendre stable une situation politique fluctuante et hésitante. Ce qui signifie concrètement: le renforcement des organisations indépendantes dans la société latino-américaine, l'éducation du peuple, le combat contre les marxistes et autres forces étatiques, culturelles et politiques.

Le document de Santa-Fé II attire spécialement l'attention sur l'économie, avec l'argument que la démocratie exige la rationalité politique en matière économique. Les systèmes socialistes à direction centralisée ne produisent ni richesse ni égalité. Il ne suffit pas d'élaborer des plans pour que les économies débitrices paient les intérêts de leur dette. Il faut arrêter des stratégies permettant d'échapper au cercle vicieux de la dette et de générer de l'épargne réelle et de la croissance. L'étatisme est à condamner, ainsi que l'appareil bureaucratique gigantesque et les nationalisations. En même temps la formation de marchés nationaux de capitaux est à encourager, ainsi que la libéralisation des lois économiques, la privatisation et le démantèlement des entreprises d'Etat existantes. Les auteurs ne sont pas seulement en faveur de la libre entreprise, pour ses avantages, et contre le capitalisme d'Etat; ils proposent également des mesures qui vont de la poursuite de l'Initiative pour les Caraïbes à la préservation des forêts tropicales.

Les problèmes du terrorisme, des insurrections, de la drogue, des migrations et de l'immigration sont reconnus comme facteurs de déstabilisation, contribuant à l'instabilité et à l'insécurité des régimes démocratiques latino-américains, et nous affectant nous aussi à un degré plus ou moins grand.

Le réseau terroriste s'étend du Chiapas, au Mexique, jusqu'au sud des Andes chiliennes. L'année dernière, les Nord-Américains ont dépensé plus d'argent en achat de stupéfiants en provenance d'Amérique latine qu'en nourriture. Ce sont là des problèmes qui, objectivement, ne disparaîtront pas. Pour pouvoir commencer à y faire face, les hommes politiques nord-américains doivent reconnaître l'existence de la crise que nous traversons et se préparer à des efforts extraordinaires. Les premiers efforts, cependant, devraient être faits pour donner leur capacité normale et légitime aux systèmes judiciaires nationaux, car ce sont eux qui doivent porter directement le poids de la crise.

La dernière section de Santa-Fé II est un regard jeté sur les problèmes et les possibilités de pays latino-américains particulièrement importants: le Mexique, la Colombie, le Brésil, Cuba et Panama. Chacun de ces pays fait l'objet d'un examen attentif concernant les thèmes spécifiques que les hommes politiques nord-américains devront aborder pour pouvoir trouver les répliques à leurs politiques turbulentes.

La crise en Amérique latine n'a pas été réglée. Les problèmes ont changé, mais ils sont aussi graves, si ce n'est plus, qu'en 1980. Nous avons été témoins de l'échec de la communication et de la confusion persistante. Cet échec doit être effacé. Les hommes politiques nord-américains doivent informer le peuple de ce qui se passe; ceux qui prennent les décisions ont besoin d'être clairs, de préciser les problèmes qui se posent aux Etats-Unis et les efforts qui sont faits pour les régler. Santa-Fé II est un guide sur le chemin à suivre.

Comité de Santa Fé:

L. Francis Bouchey, Roger Fontaine,  
David C. Jordan, lieutenant-général  
Gordon Summer Jr.

(Traduction DIAL sur la version espagnole de *Envío*)

Abonnement annuel: France 340 F - Etranger 400 F - Avion 470 F  
Directeur de publication: Charles ANTOINE - Imprimerie DIAL  
Commission paritaire de presse: 56249 - ISSN: 0399-6441